

*Administration du pétrole—Loi*

Les habitants de la Colombie-Britannique veulent négocier afin que le prix de l'énergie soit équitable pour tous les Canadiens. Les deux articles à l'étude, tirés de la loi sur l'administration du pétrole, ne devraient être invoqués qu'en dernier ressort.

De ce côté-ci de la Chambre, nous ne contestons pas qu'il faille mettre cette disposition en vigueur pourvu que—et j'insiste sur ce «pourvu que»—pourvu, dis-je, que les deux niveaux de gouvernement soient allés jusqu'à la limite des négociations. Le ministre de l'énergie de l'Alberta a invité le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) à retourner à la table des négociations dans l'espoir de parvenir à s'entendre avec lui. Le ministre fédéral n'a pas eu la sagesse d'accepter cette invitation et a décidé d'invoquer les articles 36 et 52 de la loi. A mon avis, ce n'est pas une façon canadienne d'agir et c'est ce qui me déplaît le plus dans cette inconcevable gâchis.

Les effets du programme énergétique du ministre ne se feront pas sentir uniquement dans l'Ouest; ils ébranleront dangereusement tout le pays. On demande maintenant au consommateur canadien de donner plus au Trésor fédéral qu'il n'aurait dû le faire selon le budget Crosbie de 1979. Au cours des quatre prochaines années, les Canadiens verront le prix du gallon d'essence augmenter de plus de \$1. A la fin de 1983, la facture énergétique annuelle de chaque citoyen dépassera de \$300 à \$600 ce qu'elle aurait été avec le budget Crosbie.

Quand on examine les réalisations du gouvernement, on se rend compte qu'il vit dans un monde de rêves où il règne en maître absolu. Le gouvernement a refusé de conclure une entente pétrolière avec les provinces productrices. Au contraire, il est même allé jusqu'à agir de façon unilatérale. Il a refusé de débattre de constitution, loi la plus fondamentale de notre pays. Il propose en effet d'agir de façon unilatérale par le biais de sa résolution. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement n'a tenu compte ni des gens qui avaient voté pour lui ni de leur opinion. Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas les gens qu'il dirige?

Je voudrais m'arrêter un instant pour réfléchir à certaines des préoccupations que les Canadiens de l'Ouest ont exprimées. Je considère que c'est important pour l'étude de ce texte législatif qui va avoir des répercussions très sensibles sur tous nos concitoyens, aussi bien dans l'immédiat qu'à l'avenir.

Mes électeurs de Prince George-Bulkley Valley m'ont délégué à Ottawa pour une raison bien simple. Comme je l'ai dit tout à l'heure, je suis leur représentant et leur porte-parole au Parlement. C'est pourquoi je compte exprimer les préoccupations qu'ils peuvent avoir au sujet de ce débat. La question concerne directement mes commentants. Elle concerne également le sentiment d'aliénation et de frustration perpétuel qui existe dans l'Ouest. Les journaux, la télévision et les chefs politiques de tous les paliers de gouvernement ont déclaré que l'Ouest était incompris. Nous entendons dire que le centre du pays ne se montre pas compréhensif envers l'Ouest. Pourquoi entend-on parler ainsi d'aliénation? Mes électeurs de Prince George-Bulkley Valley m'ont demandé de l'expliquer. J'entends bien le faire à la Chambre, dans cette institution la plus auguste aux yeux des Canadiens.

Les Canadiens de l'Ouest en ont assez de subventionner le prix du pétrole pour alimenter l'industrie du Québec et de l'Ontario. Ils en ont assez parce qu'ils paient déjà au prix fort

les produits qui leur parviennent du centre du pays. Ils sont exaspérés de voir que le gouvernement du Canada a imposé des mesures protectionnistes en faveur de l'industrie textile, qu'il empêche les gens de l'Ouest d'acheter des produits bon marché provenant des pays riverains du Pacifique. Ils sont exaspérés de voir le peu de cas que le gouvernement fédéral fait d'eux. Le gouvernement a feint de vouloir répondre aux besoins des Canadiens de l'Ouest mais n'a guère fait d'efforts pour assurer la stabilité de leur économie ni pour les traiter avec justice. Nos gens en ont assez de payer les biens de consommation 1.6 fois le prix courant dans le monde occidental à cause des droits de douane imposés aux marchandises étrangères pour protéger les industries de l'Ontario et du Québec.

Les Canadiens de l'Ouest ne sont pas dupes de la propagande de canadianisation de l'industrie pétrolière que leur sert le gouvernement fédéral. Ils savent que le gouvernement transformera cette canadianisation en une nationalisation. D'ailleurs, la «nationalisation» ne découle-t-elle pas directement du socialisme? Bien sûr. L'amertume des habitants de l'Ouest a incité le gouvernement à envoyer là-bas des ministres de la Couronne. Ils sont revenus en disant qu'ils y ont senti comme une malaise. Laissez-moi vous assurer qu'il y a bel et bien un malaise.

Le résultat des dernières élections prouve que les gens de l'Ouest n'acceptent pas la doctrine libérale. Une éditorial du *Board of Trade* de Vancouver dit ceci:

Si nous voulons que l'Ouest soit traité comme autre chose qu'un enfant têtue et si nous voulons être pris au sérieux en tant que citoyens à part entière, nous devons nous affirmer et défendre notre cause. Il ne faut pas permettre aux menaces de séparation, conçues dans le ressentiment et alimentées par l'aliénation, de prendre de l'ampleur.

C'est justement pour transmettre ce message, monsieur l'Orateur, que les électeurs de Prince George-Bulkley Valley m'ont envoyé ici. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que les Canadiens de l'Ouest se sentent continuellement lésés alors que le gouvernement fédéral s'attaque à leur portefeuille en faisant un prélèvement fiscal énorme sur les revenus des entreprises de ce secteur qui représentent leur capital pour l'avenir? Le gouvernement nous a non seulement empêchés de participer à la réforme constitutionnelle mais il nous a interdit de négocier avec les provinces qui sont nos partenaires au sein de la confédération.

Nous voulons préparer l'avenir de notre pays et quand nous essayons de participer, le premier ministre (M. Trudeau) nous accuse d'être hystériques. C'est pour transmettre ce message que j'ai été envoyé ici.

Les habitants de l'Ouest du Canada n'acceptent pas, et ils n'accepteront jamais, les initiatives que le gouvernement prend unilatéralement pour essayer de régler leur vie. Je n'arrive vraiment pas à comprendre pourquoi le gouvernement est en train de faire du Canada un pays unitaire. Ce n'est peut-être pas le but qu'il vise directement mais ses agissements au cours de la trente-deuxième législature me portent à croire qu'il ne juge pas bon de maintenir les droits des provinces ni de mettre les provinces sur un pied d'égalité avec lui au sein de la Confédération.

Il convient de se demander si le gouvernement n'a pas l'intention de prendre des décisions unilatérales dans d'autres domaines. Sa décision arbitraire de modifier unilatéralement la mesure législative la plus importante du Canada sans con-